



SOMMAIRE

	Page
Point 33 de l'ordre du jour :	
Projet de convention sur la nationalité de la femme mariée (<i>suite</i>) :	
Article nouveau (<i>suite</i>).....	93

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 33 DE L'ORDRE DU JOUR

Projet de convention sur la nationalité de la femme mariée [résolution 587 E (XX) du Conseil économique et social, A/2944, A/3059, A/C.6/L.373, A/3154 (chap. VII, sect. IX, par. 541), A/3193, A/C.3/L.513, A/C.3/L.519, A/C.3/L.520, A/C.3/L.521] (*suite*)

ARTICLE NOUVEAU (*suite*)

1. Mlle LIMA SCHAUL (Guatemala) déclare qu'il serait difficile à sa délégation d'appuyer tant l'amendement du Royaume-Uni [résolution 587 E (XX) du Conseil économique et social, annexe A] que l'amendement de la Belgique (A/C.3/L.513), car, si elle le faisait, cela reviendrait pour elle à reconnaître les relations qui existent actuellement entre Etats métropolitains et territoires non autonomes ou Territoires sous tutelle. Or, la délégation du Guatemala est l'une de celles qui ont lutté au Conseil de tutelle afin que les habitants de ces territoires jouissent d'un statut politique distinct. Elle s'est élevée également contre le fait que des relations administratives sont transformées en relations politiques, que les habitants de ces territoires se voient attribuer une nationalité étrangère sans être consultés au préalable, et que les Puissances administrantes font encore des distinctions entre peuples civilisés et peuples non civilisés et peuples évolués et peuples non évolués, ou appliquent des mesures discriminatoires fondées sur la race ou la situation économique.
2. De l'avis de la délégation du Guatemala, des amendements comme ceux qui ont été proposés n'aideront pas les Puissances administrantes à favoriser le développement politique des territoires dépendants conformément à la Charte des Nations Unies, et à leur octroyer des droits en matière de nationalité.
3. Etant donné la complexité juridique des questions soulevées, peut-être serait-il utile que la Quatrième Commission, ou tout autre organe compétent des Nations Unies, procède à une étude technique du problème de la nationalité de la femme mariée dans les territoires qui ne sont pas encore indépendants.
4. Mme SHIPLEY (Canada) estime, comme la majorité des membres de la Commission, que la convention devrait s'appliquer au plus grand nombre de personnes possible. Ce point de vue ne l'amène cependant pas

aux conclusions auxquelles sont parvenues plusieurs délégations. Il lui semble logique, en effet, pour permettre une application étendue de la convention, d'essayer de surmonter les difficultés réelles que rencontrent certains Etats. Certains représentants ont déclaré que leur gouvernement se heurterait à des difficultés si la convention ne comportait pas de clause territoriale. Il serait donc peu raisonnable de prendre une décision qui empêcherait l'adhésion de plusieurs Etats et priverait ainsi un grand nombre de personnes des avantages prévus par la convention. La délégation du Canada est donc persuadée qu'il faut inclure dans le projet de convention une clause d'application territoriale et elle votera dans ce sens.

5. M. ABIDIA (Libye), absent au moment du vote sur les articles 4 et 5, demande qu'il soit indiqué dans le compte rendu que sa délégation approuve ces articles.

6. Mme ELLIOT (Royaume-Uni) constate que, selon toute probabilité, ni l'amendement belge, ni l'amendement britannique ne recueilleront l'importante majorité souhaitable; la Commission devrait donc s'efforcer de trouver une formule plus généralement acceptable.

7. Comme Mme Elliot l'a indiqué à la séance précédente, la clause qui figure dans la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage pourrait servir de modèle, car elle a été appuyée à une très forte majorité à la conférence de plénipotentiaires qui s'est tenue à Genève. La délégation du Royaume-Uni se propose donc de retirer son amendement, et de présenter un texte qui reprendrait les grandes lignes de l'article 12 de la convention en question. Toutefois, ce texte ne pourra être distribué et discuté qu'à la séance suivante. En attendant, la Commission pourrait passer à l'examen de la clause concernant les réserves.

8. M. THIERRY (France) partage le point de vue de la représentante du Royaume-Uni et estime qu'il serait en effet judicieux de s'inspirer de la clause de la convention supplémentaire relative à l'esclavage, car elle a fait l'objet d'une étude approfondie, a été longuement débattue et a été acceptée par un grand nombre d'Etats.

9. M. EUSTATHIADES (Grèce) fait remarquer, d'une part, que, dans le cas de la convention supplémentaire relative à l'esclavage, l'insertion d'une clause territoriale ne posait pas les mêmes problèmes et n'avait pas la même portée que dans le cas du projet de convention à l'étude. En effet, il s'agissait avant tout de préciser les limites du droit de visite. Dès lors un compromis était possible autour de la non-extension géographique de la convention qui faisait l'objet de la Conférence de Genève, puisque l'on conçoit que les Etats hostiles à l'exercice du droit de visite aient pu accepter de limiter ce droit à certaines régions, du moment que ceux qui étaient favorables au droit de visite y consentaient. Dans le cas de la convention anti-

esclavagiste, ce n'était donc nullement une clause coloniale qui était en cause.

10. D'autre part, le nombre d'Etats qui ont participé à la Conférence de Genève ne saurait se comparer au nombre des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. De sorte que la majorité obtenue à cette conférence en faveur de la limitation de l'application géographique de la convention ne saurait préjuger l'existence d'une majorité analogue au sein de l'Organisation des Nations Unies.

11. M. SAMY (Egypte), rappelant que la question de l'application territoriale a été débattue à maintes reprises, déclare que la seule solution pratique est une solution de caractère universel, éliminant toute distinction entre les peuples des différents pays, autonomes et non autonomes. La situation mondiale est malheureusement telle qu'on peut se demander si l'évolution progressive mentionnée par le représentant de la Belgique se manifesterait bien dans un sens favorable aux peuples des territoires non autonomes. Les puissances métropolitaines pourraient, si elles le voulaient, adopter des mesures législatives permettant aux territoires non autonomes d'accéder automatiquement aux conventions internationales. Une telle solution serait pleinement conforme à l'un des principes fondamentaux du droit international, en vertu duquel la loi interne doit céder le pas à la loi internationale.

12. Le projet de convention dont la Commission est saisie traite d'un aspect fondamental des droits de l'homme, puisqu'elle vise à protéger les droits de la femme mariée en matière de nationalité. Toute restriction à l'application universelle de ces droits équivaldrait à une violation de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à une atteinte à la Charte des Nations Unies. Le représentant de la Belgique a déclaré que l'article proposé par sa délégation avait un caractère positif et que son adoption faciliterait l'application universelle de la convention. Cet argument est difficilement admissible. L'amendement belge (A/C.3/L.513) n'est positif que dans la mesure où il laisse une possibilité de choix à l'Etat signataire en ce qui concerne l'application territoriale de la convention. Or, ce choix peut fort bien s'exercer dans un sens contraire à l'application universelle. L'amendement belge devient alors franchement négatif; on pourrait cependant remédier à cet inconvénient en remplaçant le mot "pourra" par le mot "devra".

13. Si l'amendement français (A/C.3/L.521) vise vraiment à préciser que l'on envisage d'appliquer la convention à tous les territoires, il est préférable d'adopter le texte du projet sans y apporter de restriction d'aucune sorte.

14. Le moment est venu pour les Puissances administrantes de permettre aux territoires non autonomes de réaliser enfin leurs aspirations à l'indépendance et à la libre détermination. Une convention internationale où s'exprime la volonté commune des nations sur un aspect particulier des droits de l'homme ne devrait en aucun cas être mise au service d'une politique d'expédients.

15. M. MUFTI (Syrie) rappelle qu'à la séance précédente il avait été décidé d'ajourner le vote afin de permettre à certaines délégations de présenter un nouvel amendement. Or, au lieu de saisir la Commission d'un texte précis, celles-ci se contentent de faire des suggestions nébuleuses. Elles essaient, en invoquant la position adoptée par les différents Etats à propos de la convention supplémentaire relative à l'esclavage, de préjuger leur position à propos d'une question entiè-

rement différente. Pour sa part, la délégation syrienne déclare que la position qu'elle a adoptée dans le passé ne préjugera en rien celle qu'elle adoptera en ce qui concerne le projet de convention à l'étude. M. Mufti a déjà exposé à maintes reprises le point de vue de sa délégation; il ajoute que les amendements présentés par la Belgique et le Royaume-Uni, qui visent à accorder un traitement spécial aux territoires non autonomes et aux Territoires sous tutelle, auraient pour effet d'isoler la population de ces territoires du reste du monde. Ils vont donc à l'encontre des dispositions de l'Article 76, alinéa c, de la Charte, dont le but est de développer l'interdépendance de tous les peuples.

16. Si la Commission veut pouvoir épuiser son ordre du jour, elle doit suivre la procédure normale, c'est-à-dire clore le débat et passer au vote.

17. M. BRACOPS (Belgique) ne peut accepter, comme le suggère le représentant de l'Egypte, de remplacer dans l'amendement belge (A/C.3/L.513) le mot "pourra" par le mot "devra". Cette modification changerait entièrement le sens de l'amendement, dont le but est précisément d'empêcher que l'application de la convention puisse être imposée à certains territoires.

18. Le représentant de l'Egypte a dit d'autre part que l'article proposé aurait un caractère négatif. Il n'en serait pas nécessairement ainsi; tout dépend, en réalité, de l'attitude de l'Etat qui se prévaut de la clause. Pour ce qui est de la Belgique, on ne saurait lui reprocher de ne pas s'être acquittée de ses responsabilités à l'égard des populations qu'elle administre.

19. Le sous-amendement de la France (A/C.3/L.521) apporte une précision utile à l'amendement belge et M. Bracops est heureux de l'accepter.

20. Quant à la méthode de travail préconisée par le Royaume-Uni, elle paraît fort judicieuse, car elle donnerait plus de temps aux intéressés et accroîtrait ainsi leurs chances d'aboutir à un texte de compromis.

21. M. MARRIOTT (Australie) ne comprend pas pourquoi l'amendement de la Belgique (A/C.3/L.513) et l'amendement du Royaume-Uni [résolution 587 E (XX) du Conseil économique et social, annexe A] ont entraîné un débat aussi prolongé et aussi passionné. Ce n'est pas la première fois que la Commission étudie des clauses de ce genre; de plus, il n'est nullement surprenant que la délégation britannique fasse observer que certains territoires dont le Royaume-Uni assure les relations extérieures souhaiteraient décider eux-mêmes s'ils entendent être liés par un instrument international que le Royaume-Uni est disposé, pour sa part, à accepter. Enfin, il n'est pas surprenant non plus que le représentant de la Belgique souligne qu'un certain nombre de territoires dépendants n'ont pas encore atteint un degré de développement leur permettant de tirer avantage des dispositions de la convention.

22. A ce propos, il convient de ne pas perdre de vue l'Article 73 de la Charte. Certains, s'appuyant sur les alinéas a et b de cet article, ont dit que le développement devait être progressif dans le domaine politique (alinéa b) mais non dans les domaines économique, social ou éducatif (alinéa a). On ne peut sérieusement nier, cependant, que les progrès économiques et sociaux et le développement de l'instruction prennent nécessairement un certain temps, quel que soit le statut de la population en cause.

23. Il va de soi qu'une convention ne peut s'appliquer à un territoire lorsque les conditions indispensables à sa mise en œuvre ne sont pas réunies dans ce territoire.

24. C'est ce que paraît admettre le représentant de l'Arabie Saoudite, par exemple, lorsqu'il déclare que son gouvernement peut se réserver le droit de ne pas signer une convention, à un moment donné, parce que l'état de choses existant dans le pays ne correspond pas aux exigences de cette convention. Cela implique que ce gouvernement, s'inspirant des dispositions de la convention, modifiera progressivement les conditions régnant dans le pays et sera en mesure de signer plus tard cet instrument. Le développement progressif dont parle l'Article 73 ne concerne donc pas seulement les territoires dépendants, et ce n'est pas seulement dans leur cas que la signature d'une convention peut être retardée: même des Etats souverains peuvent juger prématuré, à un moment donné, de signer une convention.

25. Admettre que les conventions ne doivent pas comporter de clauses d'application territoriale, c'est admettre qu'il n'y a pas de différence du point de vue social et du point de vue de l'instruction entre la population de la métropole et celle des territoires dépendants. Sans doute y a-t-il des cas où une convention peut s'appliquer immédiatement aux deux populations, mais, souvent, la mise en œuvre ne peut être simultanée et il faut l'ajourner, dans le territoire dépendant, en attendant que la population atteigne, par degrés, le développement voulu.

26. Le Royaume-Uni a été critiqué pour avoir déclaré que la convention ne devrait pas s'appliquer automatiquement à certains des territoires dépendants les plus avancés. On ne saurait pourtant faire grief au Gouvernement britannique d'avoir accordé une large autonomie à certains des territoires dont il assure les relations extérieures et de ne plus pouvoir, en conséquence, s'engager, sans leur consentement, à mettre en œuvre les dispositions de la convention. On ne peut certainement pas souhaiter que le Royaume-Uni agisse sans tenir compte des organes politiques des territoires et les oblige, inconstitutionnellement, à accepter les dispositions de la convention.

27. Il serait intéressant de savoir quelle serait l'attitude des Etats qui critiquent le Royaume-Uni, à l'égard des membres de la Commission qui ne comptent pas parmi les Puissances administrantes et qui assurent pourtant, conformément à un traité, les relations extérieures d'un autre territoire. M. Marriott se demande si ces Etats estiment par exemple que, par sa signature, l'Inde obligerait *ipso facto* le Sikkim et le Bhoutan à appliquer les dispositions de la convention.

28. On a beaucoup parlé, à propos des articles 4 et 5, du principe de l'universalité et de nombreuses délégations ont souligné qu'il fallait permettre au plus grand nombre d'Etats possible de signer la convention ou d'y adhérer. De ce point de vue, la Commission aurait certainement tort de rejeter la clause d'application territoriale. Faute d'une telle clause, un certain nombre d'Etats ne pourraient pas signer la convention et encore moins envisager de la ratifier. Personne ne gagnerait rien à pareille situation, les habitants des territoires non autonomes moins que qui que ce soit.

29. M. Marriott s'élève contre ceux qui ont suggéré que les Puissances administrantes désiraient priver les populations autochtones des droits que la convention pourrait leur conférer. Rien dans l'attitude des Puissances administrantes ne confirme cette allégation. Tout indique au contraire que si le Royaume-Uni, par exemple, hésite à accepter l'application automatique de la convention, c'est parce qu'il ne veut en rien diminuer

les droits constitutionnels reconnus à certains territoires.

30. Les membres de la Commission doivent admettre que les conditions ne sont pas les mêmes dans les divers territoires et que la situation constitutionnelle n'est pas la même non plus. Ce sont là des faits — il ne s'agit pas de chercher à découvrir des arrières-pensées qui n'existent pas. Les délégations qui, par leur attitude, empêcheraient certains Etats de signer la convention en restreindraient la portée et, même si elles la signaient elles-mêmes, ne pourraient se prévaloir d'aucune supériorité morale.

31. Le représentant de l'Australie appuie la suggestion de la délégation britannique, qui permettrait la mise au point d'un texte révisé.

32. M. BRENA (Uruguay) fait observer que la Commission discute à la fois la proposition du Royaume-Uni et le fond de la question. Elle devrait d'abord prendre position sur la proposition britannique, conformément à l'article 73 du règlement intérieur.

33. L'ajournement du débat ne serait sans doute pas très utile, car les divergences portent non sur la forme mais sur le fond. La clause d'application territoriale soulève, en effet, des questions liées au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ceux qui n'admettent pas que certains Etats aient le droit de régler le sort des populations des territoires non autonomes ne peuvent que s'opposer à cette clause, sous quelque forme qu'elle se présente. Si la Commission entreprend de débattre cette question, sur laquelle elle est très divisée, elle risque de compromettre l'adoption de la convention.

34. On doit, à ce sujet, rejeter l'argument tiré du fait que la convention supplémentaire relative à l'esclavage comporte une clause territoriale: un précédent n'a pas force obligatoire et les facteurs à prendre en considération dans le cas de l'esclavage ne jouent pas lorsqu'il s'agit de la nationalité de la femme mariée. Au reste, la Commission ferait déjà œuvre utile en ouvrant à la signature des Etats un texte comportant les trois articles de fond, l'article relatif aux réserves et l'article concernant les normes d'interprétation.

35. Bien que les avantages d'un ajournement du débat soient discutables, M. Brena votera en faveur de la proposition britannique, par courtoisie envers la représentante du Royaume-Uni.

36. Le PRESIDENT dit que, la délégation du Royaume-Uni n'ayant pas présenté de motion formelle, un vote ne se justifierait pas.

37. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) a toujours été opposée à l'insertion, dans tout instrument international, de clauses ne respectant pas le principe de l'universalité des droits de la femme. La convention à l'étude doit s'appliquer — c'est un point sur lequel on ne saurait trop insister — aux femmes de tous les pays et plus particulièrement aux femmes soumises à des lois nationales injustes ou anachroniques. La délégation de la République Dominicaine ne pourrait donc voter pour une clause coloniale qui exclurait du champ d'application de la convention les femmes habitant certains territoires.

38. Etant donné l'importance de la convention, il convient que tous les articles puissent être étudiés avec soin et toutes les questions discutées à fond. C'est en assurant un débat aussi complet que possible que l'on favorisera la signature de la convention à la présente session de l'Assemblée générale. Mlle Bernardino est donc disposée à appuyer la proposition britannique si la

représentante du Royaume-Uni juge bon de la présenter formellement.

39. M. AKBAY (Turquie) rappelle que lorsqu'il a demandé à disposer d'un certain délai avant la clôture du débat il espérait pouvoir suggérer une formule de compromis, en s'inspirant de l'article 12 de la convention supplémentaire relative à l'esclavage. Il voit que cette possibilité est maintenant envisagée par d'autres délégations plus directement intéressées à la question et il s'en félicite vivement.

40. Mme ELLIOT (Royaume-Uni) constate avec plaisir que certains représentants ont vu dans la suggestion qu'elle a formulée au début de la séance un moyen de faciliter les travaux de la Commission. Afin d'éviter toute perte de temps, elle propose formellement d'ajourner la discussion des amendements belge et britannique et d'aborder l'examen de l'article 7 du projet de convention.

41. M. MUFTI (Syrie) propose de suspendre la séance pendant 20 minutes pour permettre aux délégations qui veulent présenter un texte de le préparer dans l'intervalle.

Par 24 voix contre 23, avec 11 abstentions, la proposition de la Syrie est rejetée.

42. M. BAROODY (Arabie Saoudite), prenant la parole pour une question d'ordre, fait observer que les délais demandés par la représentante du Royaume-Uni risquent de se trouver prolongés du fait que certains représentants, une fois saisis d'un nouveau texte, voudront peut-être disposer d'un certain temps pour l'examiner ou pour consulter leur gouvernement. Pour sa

part, la délégation de l'Arabie Saoudite n'y verra aucun inconvénient, car elle sait quelle sera en définitive la décision de la Commission et elle est en mesure d'attendre aussi longtemps qu'il le faudra. Par courtoisie, plusieurs représentants estiment qu'il faut faire droit à la demande de la représentante du Royaume-Uni; pour la même raison, M. Baroody serait prêt à voter en faveur de la proposition britannique, mais il lui semble peu propice à la bonne marche des travaux d'aborder immédiatement une question entièrement nouvelle qu'il faudrait ensuite abandonner, puis reprendre à nouveau. Il serait préférable d'ajourner purement et simplement la séance plutôt que de poursuivre un débat de procédure au cours duquel lui-même et d'autres représentants pourraient être tentés de répondre à certaines observations. Pour sa part, il pourrait par exemple faire observer que le représentant de l'Australie semble avoir oublié la teneur exacte de la déclaration à laquelle il s'est référé; la déclaration faite par M. Baroody était simplement la suivante: il est préférable d'élaborer une convention d'une haute valeur, même si les gouvernements (y compris celui de l'Arabie Saoudite) doivent attendre un certain temps avant d'être en mesure de la signer, plutôt que de se contenter d'un texte médiocre auquel la grande majorité des gouvernements puisse souscrire sans difficulté.

43. Le représentant de l'Arabie Saoudite propose formellement d'ajourner la séance.

Par 14 voix contre 10, avec 35 abstentions, cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 16 h. 40.